

Bonjour,

Vous trouverez ci -joint quelques articles récents pârus dans le journal Le Télégramme, pour illustrer le sujet sensible de l'eau.

Bonne Lecture / Michel Lancien

Source Le Télégramme / 09 octobre 2026

« Si tout le monde ne réduit pas sa consommation, on n'a plus d'eau au robinet dans un mois » :

Face à la sécheresse, ces élus bretons sonnent l'alerte

L'alerte maximum sécheresse reste activée dans toute la Bretagne, ce 9 octobre 2026. Avec une menace désormais concrète sur l'alimentation en eau du robinet, particulièrement dans le Finistère, où le préfet doit annoncer des mesures, ce vendredi. Dans le secteur brestois, l'appel au civisme est relancé.

Et s'il fallait composer avec des coupures d'eau du robinet ? Le scénario catastrophe, que la Bretagne voudrait à tout prix éviter, n'est pourtant pas loin d'arriver. Quelques pluies ont bien arrosé la région ces derniers jours mais bien trop peu pour écarter l'alerte sécheresse, maintenue à son plus haut niveau dans les quatre départements bretons. « Depuis le début du mois d'août, la situation hydrologique en Bretagne s'est encore détériorée pour tous les compartiments de la ressource en eau. (...) L'état de sécheresse des sols atteint des valeurs historiquement faibles », indiquait, déjà, en septembre la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal).

Dans son dernier rapport, le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) précise, à son tour, **que 94 % des niveaux des nappes de Bretagne** sont en dessous des normales, avec une forte variabilité selon les départements : 69 % dans le Finistère et 50 % dans les Côtes d'Armor, contre 33 % dans le Morbihan et 8 % en Ile-et-Vilaine.

Face à ce cocktail défavorable et une météo qui n'en finit pas de rester clémente, le préfet du Finistère Louis Le Franc doit faire des annonces, ce vendredi matin. Plusieurs zones, dont le pays bigouden, vont probablement devoir composer avec des baisses de pression, voire même des coupures temporaires d'eau.

Particuliers, entreprises, agriculteurs. À court terme, il nous faut tous limiter nos usages. La consommation du Finistère est estimée à 112 litres d'eau par personne et par jour. Pour bien s'en sortir, il faudrait réussir à la diminuer de moitié.

« Il nous faut tous limiter nos usages »

Mardi 6 octobre, les représentants du syndicat mixte d'alimentation en eau potable Kreiz Breizh Argoat, dans les Côtes d'Armor, ont annoncé qu'il y avait « une menace sur la continuité du service d'alimentation en eau potable ». La crainte n'est pas moins forte dans le secteur brestois, où les collectivités ont sonné, ce jeudi 8 octobre, « l'alerte écarlate ». « La

pluviométrie des trois derniers mois a été inférieure de plus de 60 % à la moyenne observée ces 40 dernières années. Nous n'avons que quelques semaines de stock. Le taux de remplissage du lac du Drennec est de 32 %, c'est du jamais vu sur le barrage. Si nous ne faisons pas collectivement un effort pour réduire immédiatement notre consommation, nous n'aurons plus d'eau au robinet en novembre », ont martelé élus et président de syndicats des eaux, dans l'usine d'eau potable de Pont-ar-Bled, à Plouédern (29). Le site appartenant à Brest métropole fournit 310 000 Finistériens en eau, de Brest à Landivisiau en passant par Landerneau.

Ce sont autant de personnes à qui les collectivités adressent de nouveau un message d'urgence. « Particuliers, entreprises, agriculteurs. À court terme, il nous faut tous limiter nos usages. La consommation du Finistère est estimée à 112 litres d'eau par personne et par jour. Pour bien s'en sortir, il faudrait réussir à la diminuer de moitié. Tous les écogestes du quotidien (plus de bain, pas de nettoyage de voiture) sont les bienvenus ».

Il a plu à seaux tout l'hiver dernier. Et, après la sécheresse de l'été, les pelouses reverdissent. Ce message de sobriété peut paraître contre-intuitif. Mais, face au changement climatique, nous avons une révolution à opérer.

Les tarifs risquent de grimper

En convaincre les particuliers ne sera pas chose aisée. « Malgré nos nombreux messages de prévention pendant l'été, la consommation de septembre est rigoureusement identique à celle de 2025 », se désole le président du syndicat de bassin de l'Élorn, Dominique Cap. « Il a plu à seaux tout l'hiver dernier. Et, après la sécheresse de l'été, les pelouses reverdissent. Ce message peut paraître contre-intuitif, concède le président de Brest Métropole, Stéphane Roudaut. Mais il ne faut pas oublier que le sous-sol breton est composé majoritairement des roches dures qui ne laissent pas facilement passer l'eau. L'eau potable des Bretons ne provient qu'à 25 % de ses nappes phréatiques, tout le reste est en surface ».

Pour le maire de Brest, cet appel au civisme n'est qu'une première marche « vers un changement radical de la culture à l'égard de l'eau ». Dans les solutions de moyen terme, Brest Métropole et la communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas veulent prolonger les efforts pour améliorer le rendement du réseau (de 90,02 % sur le secteur d'Eau du Ponant) et limiter les fuites. Ils envisagent aussi d'intégrer « une logique de progressivité » à la tarification sur l'eau. Un système où les gros consommateurs paieraient plus et où l'eau coûterait plus cher l'été. Le débat devrait ouvrir en 2027.

Quant au long terme (trois à cinq ans), il se construira au prix d'investissements « ambitieux » : possibilités de stockage en carrière, sécurisation des captages complémentaires, déploiement de la réutilisation des eaux usées traitées. « Il faut un débat territorial, termine Stéphane Roudaut. Face au changement climatique, nous avons une révolution à opérer ».

Situation des niveaux de nappe en Bretagne à fin septembre 2026

Des pluies déficitaires sur les sept derniers mois à l'échelle régionale, des nappes souvent en baisse, des niveaux surtout très bas par rapport aux moyennes des mois de septembre.

5 octobre 2026 / Source le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières)

Synthèse de l'état des nappes à fin septembre 2026

Evolution des niveaux

Du fait des conditions météorologiques peu pluvieuses et de l'élévation des températures, la période de vidange saisonnière des nappes (baisse des niveaux) s'est amorcée précocement depuis début mars 2026 et s'est poursuivie jusqu'à fin septembre (niveaux en baisse sur 63 % des piézomètres). Cette baisse est habituelle à cette période de l'année. Néanmoins, les petites pluies efficaces de fin septembre ont parfois arrêté momentanément la baisse estivale des nappes (niveaux stables sur 37 % des piézomètres).

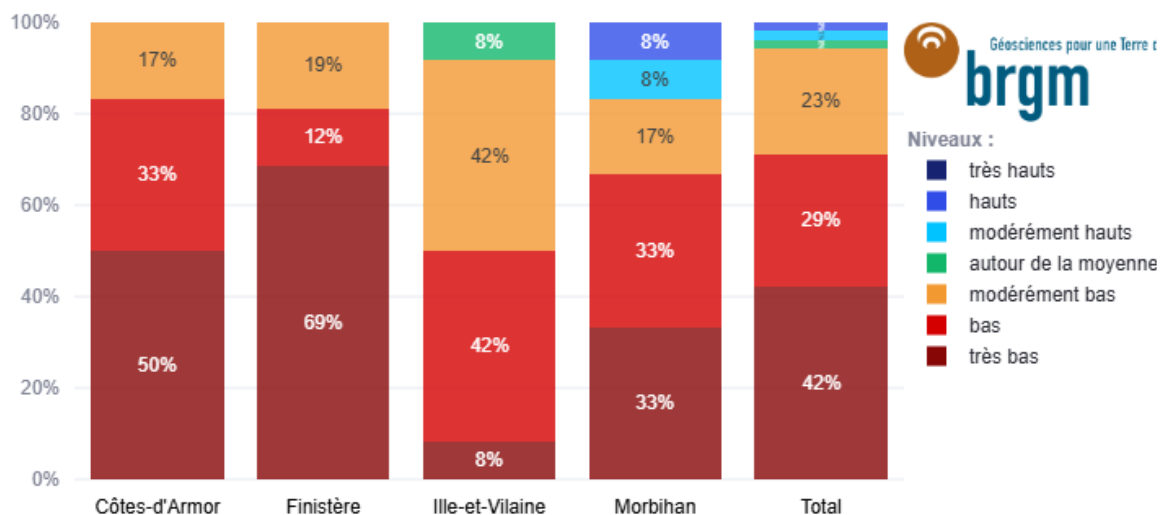
Situation à fin septembre

Suite au déficit de précipitations enregistré au cours des 7 derniers mois (mars à septembre 2026), l'état des ressources en eau souterraine de la région est défavorable, avec des situations disparates suivant les départements (cf. figure ci-dessous).

- 2 % des piézomètres bretons affichent un niveau conforme à la moyenne des mois de septembre,
- 4 % des niveaux des nappes de Bretagne sont au-dessus des normales, c'est-à-dire à des niveaux modérément hauts ou hauts,
- 94 % des niveaux des nappes de Bretagne sont en-dessous des normales, c'est-à-dire à des niveaux modérément bas, bas ou très bas.

La situation s'est dégradée par rapport à celle de fin août 2026, en conséquence du déficit de pluie enregistré en septembre.

Situation des nappes en Bretagne - 30 Septembre 2026



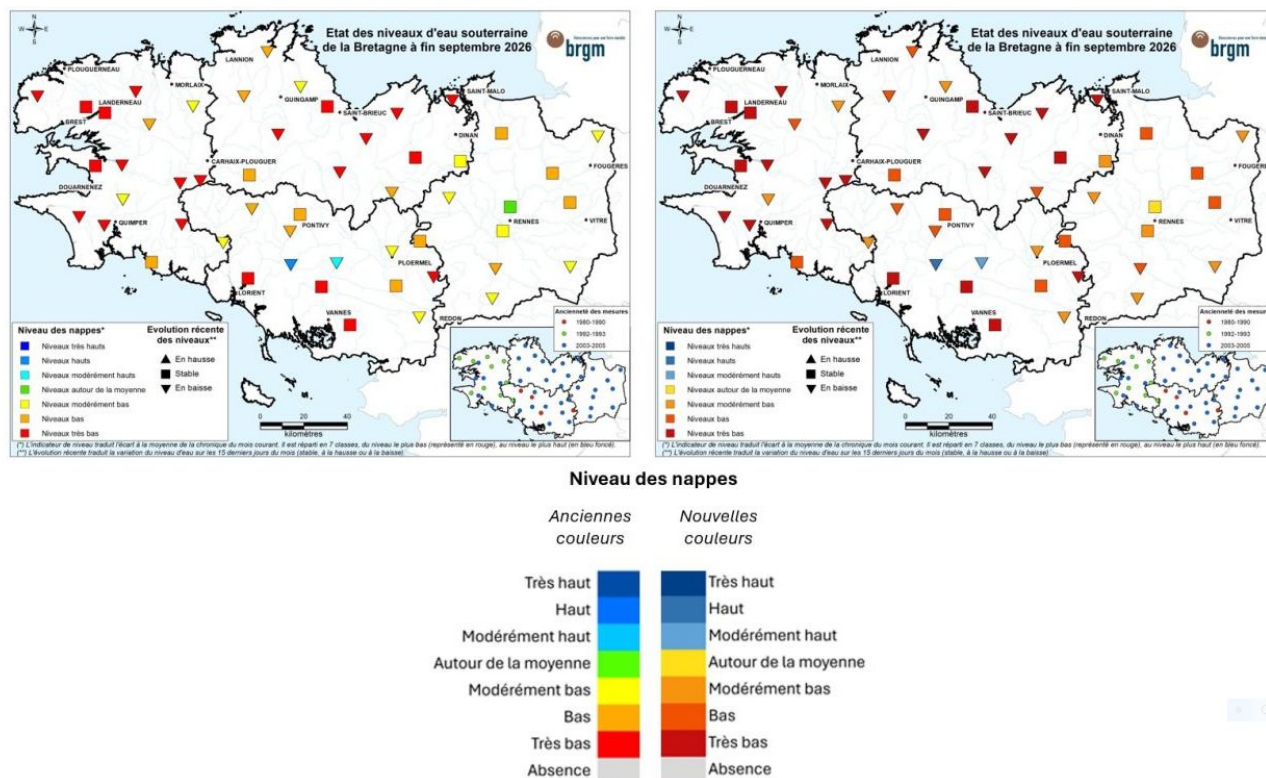
Perspectives

Dans les mois à venir, l'évolution des niveaux piézométriques suivis dépendra des conditions météorologiques. Dans les conditions habituelles pour la saison, la recharge saisonnière des nappes (hausse des niveaux) devrait s'amorcer en octobre ou en novembre.

Evolution des couleurs du bulletin

Depuis juin 2025, le bulletin de situation de nappes national évolue, avec une **nouvelle palette de couleurs** pour une meilleure lisibilité. L'objectif est notamment de garantir une cohérence optimale sur les supports numériques ([site web](#) et [réseaux sociaux](#) du BRGM , plate-forme [MétéEAU Nappes](#)) et télévisés (Journal Météo Climat de France Télévisions).

Pour faciliter la transition vers les nouvelles couleurs, le bulletin régional vous est présenté ci-dessous avec les anciennes couleurs (à gauche) et les nouvelles couleurs (à droite).



Télégramme de début octobre 2026

« Il y a une menace sur la continuité du service d'alimentation en eau potable » : La sécheresse inquiète dans le Kreiz Breizh et en Argoat

Ce mardi 6 octobre, les élus et représentants du syndicat mixte du Kreiz Breizh Argoat ont fait état du niveau historiquement bas de l'étang de Kerné Uhel à Lanrivain, principale source d'eau potable pour 41 communes. Ils appellent la population à économiser l'eau.

De Lohuec à Bon-Repos-sur-Blavet, et de Tréogan à Senven-Léhart, ce sont 41 communes qui dépendent de la distribution d'eau potable du syndicat mixte Kreiz Breizh Argoat et 71 communes qui dépendent de la production d'eau potable du syndicat mixte de Kerné Uhel. Or, depuis le 13 juillet, l'interconnexion des réseaux d'eau potable des Côtes-d'Armor vient au secours d'une réserve fortement impactée par la sécheresse qui sévit depuis plusieurs mois.

Une situation hydrologique sous haute tension

Et ce mardi 6 octobre, les représentants du SMAEP KBA (syndicat mixte d'alimentation en eau potable Kreiz Breizh Argoat) annoncent clairement qu'il y a « une menace sur la continuité du service d'alimentation en eau potable ». Actuellement, le niveau de la retenue de Kerné Uhel, à Lanrivain, a déjà baissé d'environ 3,5 mètres. Et de 2,4 millions de mètres cubes en mai 2026, la réserve est aujourd'hui de 550 000 mètres cubes (dont 100 000 mètres cubes au niveau de l'étang du Rocleu qui se jette dans Kerné Uhel).

« C'est simple, il nous reste 50 jours environ de réserve en eau et deux mois au niveau du département des Côtes-d'Armor, s'inquiète Alexandre Petit, président du SMAEP KBA. Il nous faudra au moins 100 millimètres de pluie dans les deux mois qui viennent. » Pour faire face, le syndicat départemental d'alimentation en eau potable a dû prendre des mesures d'urgence en plus de l'interconnexion des réseaux. Une vidange partielle de l'étang du Rocleu qui se jette

dans Kerné Uhel a déjà été opérée le 21 septembre, avant potentiellement une vidange totale toujours à l'étude. De même, le débit réservé au Blavet pourrait être diminué. Les différents captages d'eau à Mellionnec et à Bon-Repos-sur-Blavet, notamment, sont au niveau le plus bas, tout comme certaines sources souterraines qui pourraient connaître l'assec dans les semaines à venir.

La réserve d'eau de Kerné Uhel est passée de 2,5 millions de mètres cubes d'eau en mai 2026 à 450 000 mètres cubes, auxquels il faut ajouter les 100 000 mètres cubes de l'étang du Rocleu. (Le Télégramme/Lionel Samson)

Et une consommation d'eau qui augmente

Cette situation hydrologique sous forte tension est en plus accentuée par une consommation d'eau qui augmente actuellement. « Je pense que cela vient notamment des élevages agricoles et de quelques consommateurs privés, analyse Alexandre Petit. Conséquence, nos réserves s'épuisent plus vite qu'elles ne se rechargent. »

Face à cette crainte de coupure de l'eau du robinet, le président du SMAEP KBA appelle à une prise de conscience collective immédiate des habitants et des acteurs économiques de son territoire. « Dans cette course contre la montre, chaque mètre cube économisé aujourd'hui est un mètre cube qui sera disponible demain », conclut Alexandre Petit.

Télégramme du mois d'août 2026

« On est en crise. Modérons tous les usages partout et maintenant » : va-t-on manquer d'eau potable dans les Côtes-d'Armor ?

« On n'est que la première quinzaine d'août, les usines de production d'eau potable tournent à plein régime, la cinquième canicule de l'été s'ouvre, le pic touristique est là et nous ne savons pas quand la pluie va tomber. » C'est le constat « pessimiste » dressé par les membres du bureau du SDAEP (Syndicat départemental d'alimentation en eau potable) 22 réunis, ce mardi 11 août, au barrage de Saint-Barthélemy, entre Ploufragan et La Méaugon.

Tout le département sera en crise d'ici à la fin de semaine

La veille, la préfecture plaçait l'ouest et le sud-ouest des Côtes-d'Armor (129 communes) en alerte « crise », quatrième et dernier niveau de sécheresse. Si le reste du territoire est maintenu en alerte renforcée, « tout le département sera concerné d'ici à la fin de semaine », avance Cédric Seureau, premier vice-président du syndicat. « On est en crise sur l'eau potable. Modérons tous les usages partout et là, maintenant, tout de suite », enjoint l' élu trégorois.

Les capacités de production atteintes

Y compris en ces temps de fortes chaleurs, alors que la canicule laisse craindre un niveau de consommation « très élevé » et qu'« on arrive aux limites de notre capacité à produire de l'eau ». À titre d'exemple, l'usine de la Croix-Cholin, entrée en service à Saint-Brieuc, il y a deux ans, « fonctionne déjà au-delà de ses capacités nominales », appuie Michel Raffray.

« Elle tourne 24 heures sur 24 pour assurer la production et la distribution, alors que 20 % de l'activité devrait être consacrée à la maintenance », explique le président du SDAEP 22. Il

résumé : « Les particuliers représentent 60 % de la consommation à l'échelle du département. Si chacun réduit sa consommation de 10 % chez lui, ça fait déjà de gros volumes économisés. Et tout ce qu'on économise là viendra combler les besoins dans un mois ».

« C'est pire qu'en 2022 »

Grâce à l'interconnexion départementale, les secteurs les plus touchés localement peuvent néanmoins bénéficier de ressources provenant du reste du territoire. Mais sur les retenues de Saint-Barthélemy, de la Ville-Hatte (sur l'Arguenon) et du Val/Pont-Ruffier (pour Dinan Agglo), qui disposent encore de plusieurs semaines de stock, « les niveaux baissent très rapidement, s'inquiète le SDAEP. C'est du jamais-vu ». Situation encore plus critique pour le barrage de Kerné Uhel, sur le Blavet, pour qui la solidarité est à l'œuvre depuis juin. « C'est pire qu'en 2022 à la même date. À l'époque, la rupture d'approvisionnement avait été approchée en septembre. »

En rivière aussi, le niveau de sécheresse est « historique », particulièrement du côté du Léguer, du Jaudy, du Trieux, du Gouët, de l'Urne et du Lié. De quoi faire peser des contraintes majeures sur les milieux aquatiques et des craintes sur la capacité à prélever de l'eau. Pour l'heure, aucune coupure n'est envisagée. Quant à d'éventuelles réductions de la pression de l'eau au robinet, « chacun va se pencher sur la question sur son territoire ». Car « l'urgence est là, tous les voyants sont au rouge », concluent les membres du bureau.